

Service risques  
2, rue Saint Sever  
Cité administrative  
BP 86002 – Cedex  
76032 Rouen

Rouen, le 05/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SNIT1**

ZAC du Bois Bocquet  
76410 Sotteville-Sous-Le-Val

Références : -

Code AIOT : 0005801507

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement SNIT1 implanté 29, Boulevard Gabriel Peri 76410 Tourville-la-Rivière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNIT1
- 29, Boulevard Gabriel Peri 76410 Tourville-la-Rivière
- Code AIOT : 0005801507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection s'est déroulée dans l'enceinte de l'entreprise ALKERN exploitant sur l'ancien site SNIT

des installations de fabrication de produits préfabriqués en béton (de type agglomérés).  
La société SNIT exploitait précédemment sur une partie du site ALKERN des installations de fabrication d'agglomérés en y incorporant des poussières fines de laine de roche issus de la fabrication de laine de roche par la société ISOVER (commune de Oissel)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation – récépissé	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R 512-39-1 I	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R 512-75-1	Sans objet
3	Surveillance des effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R 512-75-1 IV 4°	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a permis de constater que le site est clos et l'absence des piézomètres utilisés lors de l'étude environnementale menée sur le site.

Cette dernière, menée en 1999, avait montré la présence de baryum (203 mg/kg), de cuivre (113 mg/kg), de plomb (378 mg/kg), d'hydrocarbures (2913 mg/kg) et dans une moindre mesure d'arsenic (16 mg/kg).

Les concentrations dans la nappe souterraine superficielle ont été mesurées au maximum à 73 µg/l.

L'analyse documentaire a permis de constater que les pratiques de la société SNIT pouvaient expliquer au moins partiellement la présence d'arsenic dans la nappe, à savoir l'infiltration dans les sols des eaux de lixiviation des déchets de laine de roche utilisés dans le process.

La responsabilité de la pollution ne peut être imputée à l'occupant actuel.

Les actuels propriétaires fonciers sont les ayant-droit de monsieur HERICHET ancien directeur général de la société SNIT.

Les propriétaires fonciers n'ayant pas de lien direct avec l'exploitation de la société SNIT, il ne peut pas être fait usage des dispositions de l'article L.535-3 du code de l'environnement pour imposer la mise en place d'un nouveau réseau de piézomètres permettant d'assurer le suivi de la nappe phréatique et en particulier pour les paramètres arsenic, baryum et hydrocarbures.

Par ailleurs, il n'a, à notre connaissance, pas été observé d'impact des pollutions de la nappe, en aval hydraulique du site SNIT.

En l'absence de dernier exploitant qui puisse être visé au regard du code de l'environnement et de menaces grave pour les populations et l'environnement qui justifierait une intervention de l'ADEME, il n'y a ni nécessité ni moyen de faire contrôler l'état des sols et de la nappe au droit du site.

Le site est imperméabilisé sur l'ensemble de sa surface.

De fait des mesures de gestion sont en place et empêchent un accès direct aux pollutions dans les sols.

Il convient de maintenir cette imperméabilisation, d'en tenir compte dans le cas d'éventuels travaux et de conserver la mémoire des pollutions du site.

Un courrier est adressé à la société ALKERN Tourville et aux propriétaires du site pour rendre compte de cette inspection et l'informer de cette inscription.

### N° 1 : Cessation – réception

## N° 2 : Cessation d'activité

4/7

Il ne reste plus aucune trace visible des activités de la société SNIT en terme de déchets ou de produits dangereux stockés.

Le 4ème alinéa des prescriptions de l'article R 512-75-1, à savoir la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, fait l'objet d'un point de contrôle séparé (point 3).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2021, article R 512-75-1 IV 4°

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : ... 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. Les cessations d'activité déclarées avant le 1er juin 2022 continuent d'être régies par les dispositions antérieures. En l'occurrence, le texte applicable au moment de la cessation d'activité était l'article 43-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Quelques soit la date de cessation, Une analyse de l'état des sols et des nappes d'eau est réalisée ... Les règles de l'art sont présentées dans la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués. Cette note présente la méthodologie de gestion des sites et sols pollués.

**Constats :**

Le site a successivement été exploité par les sociétés suivantes :

- SNIT (SIRET 57050331800083) du 01-01-1957 au 03-02-2006 (sauf sur la période d'exploitation par la SNAP)
- partiellement par la SNAP (SIRET 4033065250001) du 01-01-1996 au 02-07-1998 (reprise provisoire de la partie du site SNIT traitant les déchets ISOVER.
- BCIS (SIRET 34314151100067) du 01-01-1998 au 30-09-2008 (partie du site où n'a pas été traité de déchets) et sans lien avec les sociétés SNIT et SNAP.
- ALKERN TOURVILLE (SIRET 31016027000032) du 30-09-2008 au 01-01-2021.
- on note également une autre société ALKERN TOURVILLE (SIRET 89685028600296) depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020 déclarée au RCS sur ce même site

Ces trois dernières sociétés n'ayant a priori pas de rapport avec les sociétés SNIT ou SNAP

Le dernier exploitant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement des installations de traitement de déchets est donc la société SNIT.

La SNIT a définitivement cessé son activité en 2006, elle est dernière exploitante des installations de traitement de déchets soumises à autorisation au titre de l'ancienne rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette société ayant été liquidée, il n'existe plus de dernier exploitant à laquelle la responsabilité des pollutions peut être imputée.

Les parcelles cadastrales sur laquelle étaient implantées les installations de la société SNIT et sont actuellement implantées les installations de la société ALKERN Tourville appartiennent aux ayant-droit de la succession de Mr Herichet Bernard Léon, l'ancien Gérant de la société SNIT. Ces ayant-droit n'ayant pas de responsabilité dans l'exploitation de l'entreprise SNIT, il n'y a pas de moyen de rechercher leurs responsabilités au regard du code de l'environnement.

La seule possibilité de poursuite d'actions visant l'ancienne exploitation de la la société SNIT au titre du code de l'environnement ne peut donc se faire, en cas de besoin, que par l'intermédiaire de l'ADEME.

Une telle intervention ne pourrait s'imposer que si elle vise à supprimer une menace grave que poserait le site pour les populations ou l'environnement, et non à réaliser l'ensemble des opérations de mise en sécurité dont l'exploitant aurait eu la charge s'il avait réalisé la cessation d'activité du site.

Comme il sera montré plus loin, il n'y a pas de menaces grave pour les populations et l'environnement qui justifierait une intervention de l'ADEME, en l'absence de dernier exploitant qui pourrait être visé au regard du code de l'environnement. Il n'y a ni nécessité ni moyen de faire contrôler l'état des sols et de la nappe au droit du site.

En effet les constats documentaires présentés ci-après permettent de faire ce constat.

L'état des sols et de la nappe, au droit du site, est connu au regard des différentes études réalisées suite à la découverte aux alentours du site d'une pollution de la nappe par de l'arsenic qui a été détectée lors de l'extension du centre d'enfouissement technique de classe 1 de la SERAF en 1991 et qui a été encadré par différents actes administratifs.

Par arrêté préfectoral en date du 16 octobre 1998, une évaluation simplifiée des risques (ESR) a été demandée à la société SNIT et remise en avril 1999. Cette première étude jugée insuffisante permettait néanmoins de tirer certaines conclusions. En effet, il y était établi que les eaux phénolées, résultant de l'égouttage de la lixiviation des déchets de laine de roche utilisées dans le procédé s'écoulaient dans des puits qui étaient reliés à des fossés d'infiltration.

Il appert également que l'analyse des lixiviats sur les déchets de laine de roche par l'exploitant y montrait la présence d'arsenic, même si les concentrations sont inférieures à ce qui était rencontré dans la nappe. Par retour d'expérience sur d'autres sites (en particulier YARA à Oissel), le phénomène de concentration d'arsenic, molécule particulièrement stable, est une possibilité de l'origine de cette pollution de la nappe phréatique.

Aussi, même s'il n'a pas été trouvé de source concentrée dans les sols (quoique 2 sondages montrait une présence faible d'arsenic dans les sols - sondages S5 et S6 avec respectivement 14 et 16 mg/kg d'arsenic), l'implication de l'exploitation de la société SNIT dans la pollution de la nappe par de l'arsenic était donc possible.

Les analyses réalisées à cette occasion ont également montré la présence de baryum (203 mg/kg), de cuivre (113 mg/kg), de plomb (378 mg/kg) et d'hydrocarbures (2913 mg/kg).

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 16 octobre 2000 imposant la remise d'une nouvelle ESR sous 2 mois. La nouvelle version de cette étude remise dans ces délais n'a pas mis en évidence de source de pollution concentrée pour l'arsenic dans les sols. Néanmoins, vu le faible nombre de sondages réalisés et compte tenu du fait que les terrains ont été exploités par le passé pour l'exploitation de sables et de granulats, il ne peut être exclu que l'origine de la pollution ne soit pas associée au remblaiement de l'ancienne carrière.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'il n'y a pas de connaissance précise du fonctionnement hydrogéologique du secteur. Le fonctionnement des nappes superficielles est mal connu sur ce secteur compte tenu de son implantation et des phénomènes connus du secteur (marnage, phénomènes saisonniers, influence des zones excavées précédemment, etc.).

Les études remises par l'exploitant (SNIT) soulignaient d'ailleurs cette difficulté en identifiant un faible gradient de la nappe superficielle qui serait de nature à favoriser l'accumulation de polluant, et en particulier de l'arsenic.

Les conclusions qui ont ainsi été élaborées concluant à l'absence d'implication des exploitants SNIT puis de 1996 à 1998 par la SNAP dans la pollution de la nappe nous semble excessif compte tenu de ces facteurs (absence de campagne de mesure et de nivellement de la nappe sur des durées suffisantes).

Néanmoins la pollution à l'arsenic observée dans la nappe au droit du site CBN (880 µg/l mesuré dans les eaux souterraines en 2023) est beaucoup plus élevée que celle observée au droit du site SNIT (avec un maximum de 72 µg/l mesuré dans les eaux souterraines en 2001) , ce qui laisse à penser qu'une source primaire de pollution se trouverait au droit du site CBN.

Par ailleurs, il n'a, à notre connaissance, pas été observé d'impact des pollutions de la nappe, en aval hydraulique du site SNIT, liée à cette pollution qui serait une menace grave pour les populations et l'environnement.

#### Constats faits sur site :

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site des anciens établissements SNIT afin de procéder à un contrôle du respect des dispositions de mise en sécurité de ce site et à l'inspection des moyens de contrôle des eaux souterraines.

À cette occasion, il a été constaté que le site était entouré d'une clôture de 2 m de haut environ visant à interdire l'accès au public. Le site est désormais occupé par la société ALKERN Tourville qui y exerce une activité comparable avec celle des occupants précédents à l'exception de l'utilisation de déchets de laine de roche.

Les piézomètres présents initialement sur le site n'ont pu être contrôlés du fait de leurs désinstallations. Ils ont probablement été démantelés lors de précédents travaux.

Le site est imperméabilisé sur l'ensemble de sa surface.

De fait des mesures de gestion sont en place et empêche un accès direct aux pollutions dans les sols.

Il convient de maintenir cette imperméabilisation, d'en tenir compte dans le cas d'éventuels travaux et de conserver la mémoire des pollutions du site.

Aussi, il est proposé d'inscrire ce site en secteur d'information sur les sols.

**Type de suites proposées :** Sans suite